

ROLAND MARCHAL

LE SOUDAN AU CŒUR DU CONFLIT ÉRYTHRÉO-ÉTHIOPIEN

LE CONFLIT ENTRE L'ÉRYTHRÉE ET L'ÉTHIOPIE A MODIFIÉ LA DONNE RÉGIONALE, MAIS AUSSI LES RAPPORTS DE FORCE ENTRE LE POUVOIR ET L'OPPOSITION AU SOUDAN. LE RÉGIME DE KHARTOUM, QUI A MENÉ UNE SÉRIE DE RÉFORMES INSTITUTIONNELLES POUR SORTIR DE SON ISOLEMENT, EST DÉSORMAIS CONFRONTÉ À DES TENSIONS INTERNES. MAIS LE RAPPROCHEMENT AVEC L'OPPOSITION N'EN EST PAS FACILITÉ POUR AUTANT, CAR CETTE DERNIÈRE EST DIVISÉE SUR SA STRATÉGIE D'AFFRONTMENT MILITAIRE TOUT COMME SUR LA NATURE DES DISCUSSIONS QU'ELLE POURRAIT ENGAGER AVEC LE RÉGIME.

Le conflit érythréo-éthiopien n'est pas seulement l'un des conflits les plus meurtriers qu'a connu la Corne depuis le renversement du régime éthiopien, il a également considérablement recomposé l'ordre régional. Il donne ainsi à Djibouti une importance que la petite République avait perdue depuis longtemps, puisque aujourd'hui près de 90 % des importations éthiopiennes transitent par son port, alors que, avant mai 1998, la proportion était inverse. Surtout, son impact sur les rapports de force au Soudan est considérable. Le régime soudanais, que tout le monde décrivait comme vacillant il y a deux ans, paraît s'être sorti de cette passe difficile et a même entrepris une offensive diplomatique dont il récolte à l'heure actuelle les premiers dividendes. Les vols réguliers entre Khartoum et Addis-Abeba, suspendus peu après la tentative d'assassinat contre le président égyptien Hosni Moubarak en juin 1995, ont repris en octobre 1998, et l'appui logistique fourni aux insurgés soudanais a cessé. L'Érythrée, quant à elle, avait été le premier pays à rompre les relations diplomatiques avec Khartoum en décembre 1994. Ses dirigeants affirmaient alors publiquement qu'un pouvoir islamiste à Khartoum représentait un danger pour la région, et ouvraient des camps d'entraînement pour l'Alliance nationale démocratique (réunion des principales forces de l'opposition à Khartoum). Une journaliste de l'AFP, Ruth Simon, a passé près de deux ans en prison à Asmara pour avoir cité les propos du président érythréen, déclarant lors d'une réunion publique que l'armée érythréenne poussait son soutien jusqu'à l'intérieur de l'Est soudanais. Si l'animosité entre les deux capitales n'a pas diminué, les Érythréens ont finalement été contraints de signer un accord



avec le régime soudanais au terme d'une médiation du Qatar. Le gouvernement ougandais, lui-même impliqué dans deux guerres (celle au Sud-Soudan, où ses forces interviennent à proximité de la frontière ; celle dans l'Est congolais, où les relations avec les alliés rwandais sont considérablement tendues depuis ces derniers mois), a changé d'attitude face à la rébellion du Nord dirigée par Joseph Koni et pourrait, à terme, reprendre langue directement avec Khartoum.

Cette modification de la donne régionale a également profondément mis en crise l'opposition soudanaise, car elle s'est ajoutée à de profondes faiblesses internes. Rien ne l'exprime mieux que la rencontre à Genève, les premiers jours de mai, de Sadeq el-Mahdi, Premier ministre déchu par le coup d'État de juin 1989 et dirigeant du parti Umma, et de Hassan el-Tourabi, éminence grise des islamistes soudanais. Cette aimable réunion de famille (ils sont beaux-frères) s'est néanmoins soldée par un schéma d'accord politique qui, selon certains, devrait permettre le retour à Khartoum de l'opposition, ou du moins de certaines de ses franges nordistes. Le 23 mai, l'ancien dictateur, Ja'afar Nimeyri rentrait au pays après quatorze ans d'exil (doré) au Caire. Enfin, le 31 mai, le président Omar el-Beshir inaugurait en grande pompe un pipeline long de 1610 kilomètres, devant acheminer dans un premier temps près de 150 000 barils par jour des champs pétrolifères d'Hegllil et Unity, situés au Sud-Soudan, mais à proximité de la frontière avec le « Nord ». Ces événements, largement indépendants les uns des autres, semblent refléter une consolidation du régime islamiste à Khartoum. Une analyse permet néanmoins de nuancer ce point de vue et de saisir certains enjeux des mois à venir.

L'AND OU LA CRISE ININTERROMPUE

La prise de pouvoir, en juin 1989, par une coalition de militaires et d'islamistes a rejeté les principaux partis soudanais dans l'opposition, posture qu'ils pratiquent avec une certaine permanence depuis l'indépendance. Cependant, à la différence des précédents coups d'État, les islamistes, en prenant les rênes du pouvoir, avaient un projet politique intérieur et international qu'ils ont essayé de mettre en application avec une habileté certaine.

La création, en octobre 1989, d'une structure unitaire de l'opposition regroupant les principaux partis nordistes, notamment le parti Umma de Sadeq el-Mahdi et le DUP de Mohamed Osman el-Mirghani, appuyés également par les Forces modernes et le Parti communiste, n'avait pour réelle force que le mouvement de John Garang, l'APLS, qui l'a rejointe en mars 1990. Son seul résultat tangible jusqu'en 1995 fut de contribuer à l'isolement de Khartoum dans le monde arabe. Seule l'APLS, forte de ses appuis internationaux, résistait activement, bien qu'étant elle-même divisée depuis 1991 et active uniquement au Sud. Néan-

moins, ses victoires restaient fragiles et n'avaient aucune traduction significative du fait de la grande faiblesse politique de L'APLS et de l'ambiguïté des principaux leaders nordistes sur la question de la guerre au Sud-Soudan.

Ce n'est qu'avec la radicalisation de l'attitude érythréenne et l'arrivée de Sadeq el-Mahdi à Asmara (après avoir échappé à la surveillance dont il était l'objet à Khartoum), que l'AND se dota d'une structure digne de ce nom. Las, les rivalités de personnes – qui jouent un rôle essentiel dans l'activité politique tant à l'intérieur des partis qu'entre organisations – ont largement miné la dynamique qui s'était enclenchée. Au niveau militaire, la coordination des différentes organisations est restée formelle jusqu'à l'automne 1998, et nombre d'observateurs estiment que les grands partis, tout en ayant opté pour une stratégie militaire de confrontation avec Khartoum, ne s'en sont guère donné les moyens ; pire, beaucoup imaginent que certains partis laissent J. Garang se battre contre l'armée gouvernementale pour éviter qu'il ne soit trop fort au moment d'un règlement de la crise à Khartoum. Et aussi pour ne pas perdre les soutiens, amoindris du fait des purges successives, mais toujours réels, de cadres dirigeants de l'armée convaincus que cette guerre est justifiée, même s'ils n'en font pas une djihad comme les islamistes.

Au niveau politique, aucune initiative digne de ce nom n'a été prise. L'organisation d'une opposition intérieure susceptible de capitaliser des victoires militaires certes éphémères, mais contredisant les prétentions du régime, est restée à un stade purement rhétorique. Beaucoup d'opposants pensaient en décembre 1995 qu'un saut qualitatif allait être franchi, et les faiblesses de la période antérieure réparées. Le bilan est affligeant. De fait, le débat réel était dicté par la question du statut de Sadeq et le rôle de l'AND par rapport au parti Umma, qui voulait retrouver dans l'opposition le rôle premier qu'il avait dans le Parlement renversé en 1989. Mais les autres composantes de l'AND, grandes et petites, ne l'entendaient pas de cette oreille.

Sadeq el-Mahdi s'est ainsi retrouvé isolé sur les principaux dossiers. Son désir d'être le Premier ministre de la transition était récusé, ses velléités de contacts diplomatiques, voire de discussions avec certains déçus à l'intérieur du régime à Khartoum, limitées. Les positions que prenait l'AND sur les formes de la transition, sur l'abandon de la charria et sur les possibilités offertes au Sud n'obtenaient qu'une adhésion très superficielle de sa part. Sadeq a toujours entretenu les relations les plus conflictuelles avec J. Garang, qu'il voit comme l'un des responsables de son renversement. Son soutien à un projet non religieux de gouvernement du Soudan relève plus de la tactique que d'une conviction profonde. Enfin, après avoir refusé dans un premier temps la présidence de l'AND, il a compris l'impossibilité d'obtenir, au sein de l'opposition, un statut et une autorité que la structure de l'AND ne lui octroyait pas.



Après des mois où les rumeurs d'entretien avec les plus hauts dignitaires du régime se sont succédé, d'ailleurs sans la moindre preuve, la rencontre de Genève avec son beau-frère n'est donc qu'une demi-surprise. La presse arabe ne s'y est pas trompée lorsqu'elle a évoqué une réunion de famille, tant sa sœur, Wisal el-Mahdi, mariée à Hassan el-Tourabi, s'était dépensée pour lever ses réticences. Évidemment, ces tendres retrouvailles n'expliquent guère les trente heures d'entretien qu'il eut avec le leader du Front national islamique (FNI), ni la mise au point d'un accord permettant à l'opposition de rentrer au pays après la tenue d'une conférence de dialogue nationale, sans doute en Libye.

La réaction des autres membres de l'AND était sans surprise : tout devait être discuté lors d'une session de sa direction à Asmara le 7 juin, au nom de la collégialité. Cet appel à la discipline dissimulait mal la forte opposition qui couvait et qui obligeait, quelque temps après la réunion de Genève, les cadres dirigeants du parti Umma à durcir leur déclaration à l'égard du régime ou à imputer au président de l'AND une rencontre à Syrte avec le vice-président de la République, Ali Osman Mohamed Taha. Celle-ci – de source autre que soudanaise – n'a pas eu lieu.

Le choix de Sadeq comme interlocuteur privilégié d'Hassan el-Tourabi, outre les fameuses relations familiales, s'explique aisément. Le Premier ministre déchu est un grand intellectuel islamique qui, même s'il peut être détesté par certaines franges islamistes, appartient bien à la « tendance islamique » : ses interlocuteurs occidentaux, au cours des années 90, se sont épuisés à chercher dans ses propos une prise de distance par rapport à la charria comme base de gouvernement. Hassan el-Tourabi sait que l'ethos politico-religieux d'une majorité des partisans de l'ex-Premier ministre est très proche de celui des islamistes et que leur opposition au régime est largement dictée par celle de leur dirigeant. De plus, Sadeq ne partage pas les thèses de l'AND sur le Sud, et une position commune sur cette question est loin d'être impossible. Enfin, Hassan el-Tourabi, issu d'une grande famille mahdiste, sait bien que le soutien des Ansar, la quasi-confrérie qui sert de soubassement social au parti Umma, va à Sadeq el-Mahdi et non à son oncle et rival Ahmed el-Mahdi, intronisé chef des Ansar grâce à l'appui du président Omar el-Beshir.

Il reste cependant deux questions majeures. La première est celle du retour éventuel de l'opposition, ou d'une partie (évidemment nordiste) à Khartoum. La seconde est celle de la position même de l'ancien dirigeant du FNI : ce dernier n'est-il que l'interlocuteur le plus habile mis en avant par le régime ou bien mène-t-il son propre jeu pour retrouver l'initiative politique dans la capitale soudanaise ?

UN RETOUR DE L'OPPOSITION À KHARTOUM ?

Vue de Khartoum, la situation se pose en des termes moins simples. Mis au ban de la communauté internationale pendant des années, le régime soudanais a su changer ses formes institutionnelles afin de les rendre plus conformes au souhait de la communauté internationale. Il l'a fait avec d'autant plus de zèle que cela a correspondu à la marginalisation progressive, dans les processus de décision, des militaires au profit des seuls islamistes. La junte militaire, qui, formellement, présidait aux destinées du pays, a été dissoute en 1993. Un parlement a été mis en place en février 1992 ; ses prérogatives ont été augmentées en mars 1996 et Omar el-Beshir se faisait élire avec un score certes « albanais », mais en ayant cette fois respecté l'apparence d'une consultation populaire. Ultime étape, une nouvelle constitution a été adoptée en juillet 1998, et le droit d'association (*i. e.* politique) autorisé depuis le 1^{er} janvier 1999. Toutes ces réformes, qui n'ont rien changé aux droits effectifs de la population ni à la guerre dans le Sud, peuvent certainement satisfaire les partisans d'un dialogue à l'extérieur du pays, pour peu qu'ils s'attachent, comme dans tant d'autres pays africains, aux formes plus qu'aux résultats concrets. Elles constituent, avec l'amélioration des relations avec le FMI (le Soudan a échappé de peu à son exclusion de l'organisation internationale en 1997 grâce à des financements malais), ce que bien des diplomates appellent une normalisation.

Pourtant, ce processus politique a également suscité des tensions, dans la mesure où il a eu des significations très divergentes pour certains secteurs du pouvoir. La liberté d'association, par exemple, bien plus restrictive que ne le disent les thuriféraires du régime, est âprement contestée par certains extrémistes. De plus, de nombreuses figures du régime demeurent absolument opposées au retour des anciens partis dans les prérogatives qui étaient les leurs. L'actuel vice-président, les ministres de la Culture et des Mines, plusieurs conseillers influents de la présidence, entre autres, qui sont des cadres islamistes importants, n'ont jamais dissimulé leur refus de ce qu'ils décrivent comme un retour en arrière. Cette opposition ne s'ancre pas seulement dans un refus de se retrouver face à face avec des organisations affaiblies, mais qui, socialement, continuent de bénéficier d'une grande sympathie de la part de la population nordiste. Certes, il y a la peur de perdre le pouvoir et, par là, de tout perdre, mais il y a également un débat qui est plus interne aux islamistes : l'avenir du mouvement islamique et ses relations avec l'État.

Très schématiquement, deux clivages importants se sont exprimés avec vigueur ces dernières années. Le premier concerne la suprématie du parti sur l'État. De nombreux dirigeants islamistes occupent depuis 1992 des positions stratégiques dans l'État et ont pris conscience de l'intérêt que revêt son contrôle



par rapport à celui d'un appareil partidulaire, fût-il hégémonique. On a ainsi assisté à une série de clashes publics, notamment au Parlement lors des discussions budgétaires, entre les tenants de l'État qui appelaient, par exemple, à une plus grande discipline fiscale, et les tenants du parti – dont le leader n'est autre qu'Hassan el-Tourabi – surtout préoccupés de consolider les réseaux islamistes et d'accroître leurs ponctions sur le budget de l'État pour se développer. Ce clivage structurel pourrait se retrouver dans bien d'autres situations politiques. Il est aigu parce que le Soudan a été mis à l'index et que les gestionnaires n'ont aucunement l'intention de payer pour l'aventurisme d'autres. Un autre exemple est la tentative d'assassinat du président égyptien, dans laquelle l'appareil d'État a été utilisé par certains islamistes sans qu'Omar el-Beshir n'ait été mis au courant de cette très douteuse initiative.

Mais ce clivage est également très vif parce qu'il en recoupe, certes imparfaitement, un autre, qui tient à la recomposition du mouvement islamiste soudanais. Hassan el-Tourabi est le père du « projet civilisationnel » et, à ce titre, le dirigeant islamiste n'entend nullement réduire son ambition au Soudan et être le chef d'un État figurant parmi les plus pauvres au monde. Aussi, depuis son entrée en politique au début des années 60, il n'a pas économisé son énergie pour construire le vecteur de cette ambition. Le Front de la Charte islamique lui a donné une aura nationale dans les années 60 ; en 1986 la création du FNI a été un second temps : les contacts internationaux ont pris une dimension jamais atteinte jusqu'alors par aucune organisation soudanaise (à l'exception du Parti communiste). Après les déboires de la « diplomatie populaire » au début des années 90, il entendait rebondir en prenant le contrôle du Congrès national, qui est, dans les faits, l'actuel parti unique. En novembre 1998, il rendait publique cette décision, alors que le Congrès national réunissait ses instances dirigeantes les 10 et 11 décembre 1998. Ce qui semblait être une décision convenue ne l'était pas. Quelques jours après, « un manifeste des 10 » était publié. Il critiquait l'absence de *shura* (consultation) et l'émergence d'une multitude de centres de décision paralysant l'efficacité du pouvoir. En proposant une institutionnalisation plus grande du fonctionnement de l'appareil du parti et de l'État ainsi que leur harmonisation, il donnait la direction au président de la République, reléguant le secrétaire général (poste visé par Hassan el-Tourabi) à un simple rôle de coordination. Tourabi, dont le mandat comme président de l'Assemblée nationale expirait le 22 décembre, se faisait réélire le 23 décembre 98 président de la Chambre à l'unanimité... En des termes moins éthérés, cela signifiait au vieux dirigeant islamiste qu'il devrait compter avec les anciens cadres du FNI. Ces derniers avaient pratiqué suffisamment longtemps le théoricien soudanais pour savoir qu'il était en fait disposé à recruter une nouvelle équipe, plus jeune, donc autrement plus fidèle et attachée à sa

seule personne, en laissant au bord de la route ses anciens amis, comme il l'avait fait à chaque grande étape de sa vie politique. Hassan el-Tourabi est donc retourné au Parlement, dépité mais anxieux de reprendre l'initiative. C'est sans doute ce qui explique ses nombreux déplacements en province, destinés à regagner une popularité perdue à Khartoum auprès des cadres de son ancien mouvement. La rencontre avec Sadeq, on le voit, s'inscrit dans la même logique politique.

Quid alors du retour de l'opposition ? Il faut d'abord revenir sur celui de l'ancien dictateur, Ja'afar Nimeyri. Ce dernier, durant son exil au Caire, n'a guère été actif politiquement, si l'on excepte quelques entretiens sensationnalistes avec la presse cairote. Son retour a deux significations. La première, sans doute accessoire, est un message au gouvernement égyptien avec lequel Khartoum essaie de normaliser ses relations en jouant sur l'unité du Soudan, le difficile problème du partage des eaux du Nil et la compétition qui s'est créée entre Le Caire et Asmara dans la gestion (et l'influence sur) de l'opposition soudanaise. Mais l'essentiel est ailleurs. En accueillant Ja'afar Nimeyri, le régime accueille d'abord l'un des siens. Nombre de figures nimeyristes ont participé dès le début au nouveau régime et, à tout prendre, Nimeyri est celui qui a mis la question de la charria au cœur de la vie politique nord-soudanaise en 1985. De plus, et c'est primordial, en amnistiant l'ancien dictateur, le régime adresse (à peu de frais, une fois de plus) un message à la communauté internationale, à qui il prouve sa sincérité quant au retour des dirigeants politiques de l'opposition, créant ainsi un précédent qu'il pourra utiliser lui-même si les choses tournaient mal. Aucun procès pour les assassinats commandités, pour les détournements colossaux d'argent public ; l'amnésie pure et simple.

Évidemment, un tel calcul a sa part de fragilité : le dirigeant vieillissant peut finalement décider de retourner à une vie politique active. La gigantesque manifestation pour l'accueillir à l'aéroport et celle, tout aussi importante, de protestation contre l'amnistie quelques jours après montrent que des convulsions sont possibles, avec, sans doute, des répercussions à l'intérieur même des cercles dirigeants. Il est encore trop tôt pour dire si Sadeq el-Mahdi et, de façon encore plus improbable, d'autres dirigeants nordistes de même niveau vont rentrer au Soudan dans le dispositif actuel. Bien des doutes sont permis. La conférence de dialogue national est très différente de la conférence constitutionnelle prévue par l'AND, puisqu'elle doit se dérouler dans le cadre des institutions du régime, jusqu'à aujourd'hui refusées par l'opposition. Il n'est pas non plus exclu que Sadeq profite de cette crise pour exiger les réformes qu'il désire au sein de l'AND, voire la présidence.

Si l'on maintient cette hypothèse, on peut sans trop de risque en déduire une conséquence importante. La crise actuelle est à l'échelle du pays : ce n'est ni



une guerre de religion, ni un conflit Nord-Sud. Le régime a des soutiens significatifs chez les sudistes, et J. Garang est allié avec les plus importants partis du Nord. Avec le retour de Sadeq, et d'autres, cette guerre changerait de nature pour devenir un conflit Nord-Sud, puisque l'AND ne serait plus qu'une alliance entre l'APLS et des groupes nordistes dont le poids politique est aujourd'hui mineur. De plus, les sudistes, qui sont à l'heure actuelle alliés avec Khartoum, n'auraient d'autres alternatives que de rejoindre le Sud et de recréer, sous une forme ou une autre, un front d'opposition armée sudiste, avec comme première cible, bien sûr, les champs pétrolifères. Ce serait la fin d'une période dans la guerre civile. Et cela rappellerait que l'origine du conflit actuel n'est pas simplement le problème de la citoyenneté des groupes marginalisés du Soudan (au premier rang desquels, les Sud-Soudanais), mais également celui de la redistribution de la richesse nationale (à commencer par la rente pétrolière qui fit tant rêver les Sud-Soudanais dès sa découverte).

UNE COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE OPPORTUNISTE

Il y a un an, le Bahr el-Ghazal était dévasté par une famine dont la responsabilité incombait aux exactions commises tant par les groupes armés sudistes que par l'armée gouvernementale et ses milices. Comme lors de tant d'autres catastrophes humanitaires au Soudan depuis 1989, la communauté internationale a dû assister à la mise en œuvre, de part et d'autre, des politiques les plus cyniques. Les violations des droits de l'homme se sont prolongées dans le Nord et l'Ouest. La question de l'esclavage est d'ailleurs aujourd'hui l'objet d'un débat public dans lequel le gouvernement fait figure d'accusé. Pourtant, un visiteur serait surpris de voir à Khartoum un certain nombre d'ambassadeurs occidentaux, dont celui de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, se comporter en véritables porte-parole d'un régime qui continue pourtant à être régulièrement montré du doigt pour son non-respect des droits les plus élémentaires.

Les États-Unis ont conduit depuis 1991 une politique de confrontation à Khartoum, non seulement à cause de la position pro-irakienne adoptée par le Soudan dans la guerre du Golfe, mais également de l'hospitalité offerte à des terroristes (le plus célèbre étant Oussama Bin Laden). Leur soutien à John Garang et à l'AND n'obéit à aucune autre rationalité, les propos sur la guerre au Sud relevant le plus souvent de la pure rhétorique. Cette position a déjà chancelé plusieurs fois dans le passé, au nom des progrès faits par le régime, grâce au renvoi des indésirables et, sans doute, aux renseignements donnés aux agences américaines en gage de bonne foi. Le dernier ambassadeur américain a d'ailleurs quitté Khartoum en partageant pour l'essentiel les positions de ses

collègues européens mentionnés plus haut. Le conflit érythro-éthiopien (par la fin prévisible de toute possibilité de *containment* par ses voisins), l'apparente libéralisation du régime, l'échec cuisant que recèle la destruction d'une usine pharmaceutique à Khartoum en août 1998 en représailles des attentats contre leurs ambassades de Nairobi et de Dar es-Salam et, *last but not the least*, les intérêts commerciaux qui devraient se développer à l'ombre de l'exploitation pétrolière constituent autant de facteurs qui vont vers un assouplissement significatif à l'égard de Khartoum.

Washington, à l'instar de certaines capitales européennes, peut arguer d'au moins deux choses. D'une part, l'isolement économique et les sanctions ont été un échec, comme l'atteste la construction du pipeline qui a coûté la coquette somme de 600 millions de dollars, réunis par un consortium d'entreprises canadienne, chinoise, malaise, et britannique. Il est vrai que Washington, et certains États européens, notamment la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, n'ont pas fait preuve non plus d'une vertu sans faille... D'autre part, son grand allié dans la région, l'Égypte, sans doute parce que Khartoum lui a communiqué une longue liste de dissidents islamiques et prodigué des assurances sur le contrôle des flux de matériels militaires à sa frontière, est aujourd'hui extrêmement positive à l'égard du régime. Pour combien de temps, il est difficile de le dire, tant la politique égyptienne par rapport au Soudan a changé souvent depuis le coup d'État. Mais Washington a vu sa politique régionale s'effondrer et pourrait faire d'un mercantilisme agrémenté de certaines considérations sécuritaires la base d'une politique pragmatique.

Du côté des puissances européennes, et de la France en particulier, on retrouve les mêmes choix, plus faciles à mettre en œuvre puisque l'opposition à Khartoum n'y a jamais été vive, bien au contraire. Les rivalités commerciales, la peur de voir Washington renouer des liens avec une équipe soudanaise qui ne rêve que de cela – malgré ses déclarations contre l'impérialisme américain et en faveur de l'Europe – laissent présager de nouveaux accommodements sur les questions fondamentales qui sont au cœur de la crise soudanaise. La perspective de prendre pied dans un petit eldorado pétrolier afin d'y « accompagner la libéralisation politique », de nouer des relations avec des dirigeants soudanais qui serviraient de médiateurs avec des groupes islamistes plus radicaux, vaut bien le mécontentement d'une population qui souffre au jour le jour d'un pouvoir aussi coercitif, mais qui ne dispose pas d'une représentation politique digne de ce nom. Quitte, n'en doutons pas, à augmenter l'aide humanitaire pour ces laissés-pour-compte de l'aggiornamento.